



IDÉES

Pour une cohérence
entre recherche et gestion

Page B 5



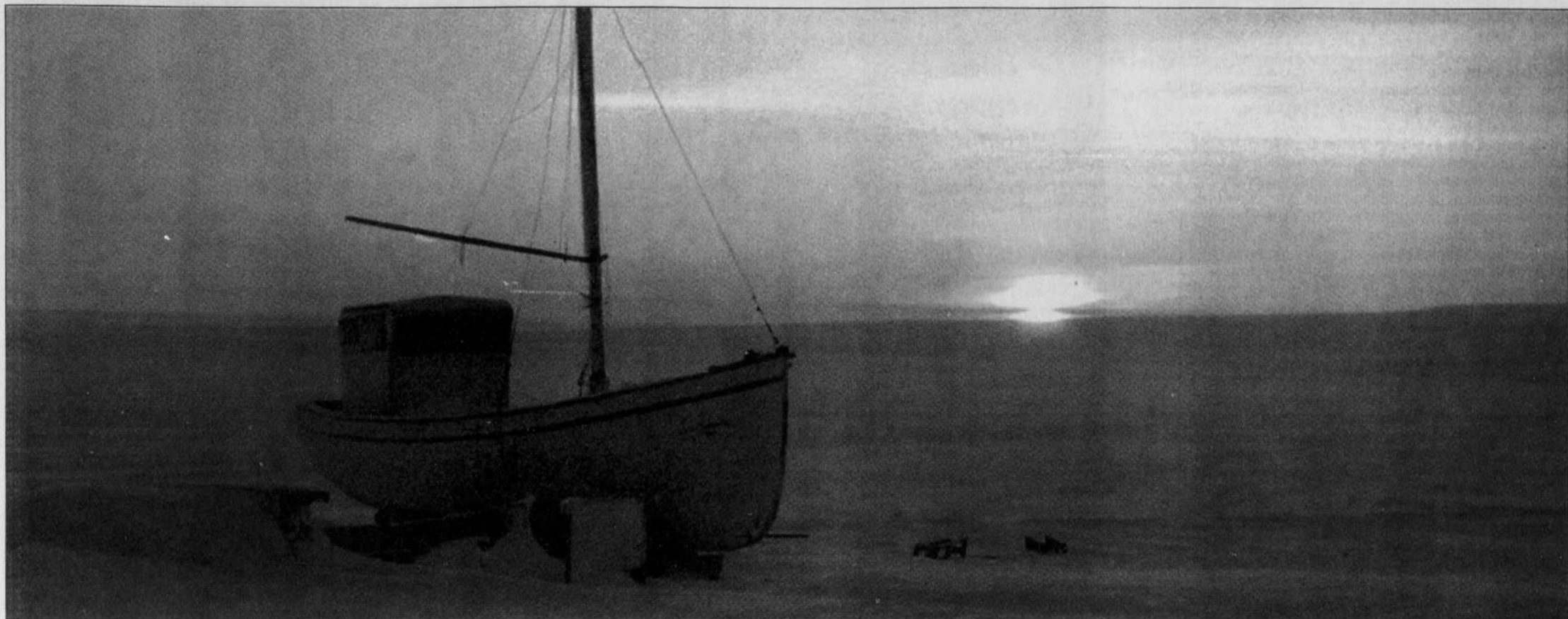
HISTOIRE

Invasion
de la Tchécoslovaquie

Page B 6

CAHIER
B

PERSPECTIVES



ARCHIVES LE DEVOIR

La bataille des glaces

Le Canada parviendra-t-il à assurer sa souveraineté sur le passage du Nord-Ouest?

Un petit drapeau russe déposé au pôle Nord, l'envoi d'une mission scientifique daïnoise en Arctique et des annonces de nature militaire faites dans le Grand Nord par le premier ministre Stephen Harper ont ravivé, cet été, le débat sur la souveraineté canadienne dans l'Arctique. Des coups d'éclat qui sont bien loin de répondre à une question complexe qui gagne en acuité avec le réchauffement climatique et la fonte des glaces.

MANON CORNELIER

La dépêche est tombée il y a une semaine. Le passage du Nord-Ouest, qui zigzague entre les îles de l'Arctique canadien, était exempt de glaces, ce qui le rend théoriquement navigable avant l'heure. L'ouverture anticipée de ce passage sur une plus longue période chaque année, gracieuseté en partie du réchauffement climatique, fait saliver les armateurs qui rêvent d'une route plus courte entre l'Atlantique Nord et le Pacifique. Mais qui contrôlera le trafic? Le Canada soutient que ça lui revient parce qu'il a la souveraineté sur ces eaux. Les Américains, eux, disent depuis toujours qu'il s'agit d'une voie navigable internationale, comme l'a répété le président George W. Bush lors de son passage à Montebello, il y a deux semaines. Voilà pour ce litige.

Il y en a un autre. La fonte éventuelle des glaces ravive l'intérêt pour les ressources sous-marines situées en eaux internationales autour du pôle Nord. Cinq pays — le Canada, la Russie, le Danemark, la Norvège et les États-Unis — convoitent une portion de ce territoire. L'expédition sous-marine russe qui s'est conclue au début d'août par le dépôt au pôle Nord d'une capsule contenant le drapeau russe n'y changera rien. En tout cas, pas plus que la plantation du drapeau américain sur la Lune. Le partage du gâteau se décidera de façon nettement moins flamboyante, c'est-à-dire à coups d'arguments scientifiques et juridiques devant une commission des Nations unies.

Ces deux débats, complexes et sans rapport entre eux, se sont enchevêtrés cet été car ils interpellent, l'un et l'autre, le Canada et attirent les projecteurs sur les efforts déployés pour défendre les intérêts canadiens. La souveraineté sur le passage du Nord-Ouest est toutefois l'en-

jeu qui habituellement apparaît de façon intermittente sur l'écran radar des politiciens, généralement quand un navire américain s'engage dans le passage sans aviser le Canada.

Une vieille dispute

Les cas les plus connus sont ceux du pétrolier *Manhattan* à l'hiver 1969-70 et du brise-glace *Polar Sea* en 1985. Le Canada avait répondu au premier en adoptant une Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques et au second en concluant un accord avec les États-Unis en 1988. En vertu de cette entente, Washington s'engageait à demander la permission au Canada avant d'emprunter le passage avec un brise-glace. Le gouvernement Mulroney avait aussi promis d'acheter un brise-glace Polar 8, mais, compressions budgétaires obligent, le projet a été abandonné.

« Il faut aller
cogner à
la porte de
Washington
pour
tenter de
s'entendre »

La juridiction du Canada sur les ressources du passage ne sont pas en cause. Le litige porte sur le statut de la voie navigable. Si elle relève du Canada, celui-ci peut y imposer ses lois en matière de transport et d'environnement, par exemple. Si la voie est internationale, ce sont les lois internationales, moins sévères, qui s'appliquent.

Professeur de géographie à l'Université Laval et chercheur auprès de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques à l'UQAM, Frédéric Lasserre explique que les Américains tiennent au statut international du passage afin de ne pas établir un précédent qui inciterait d'autres pays à revendiquer le contrôle d'autres détroits stratégiques. Les États-Unis, dit-il, ne craignent pas pour la navigation commerciale mais pour le passage de leurs navires militaires.

Les conservateurs avaient promis durant la dernière campagne de défendre la souveraineté canadienne dans l'Arctique et d'acheter pour ce



FRED CHARTRAND PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Stephen Harper s'est rendu au Nunavut le mois dernier pour annoncer une série de mesures visant à assurer la souveraineté du Canada sur l'Arctique.

faire trois brise-glace capables de sillonner les eaux arctiques toute l'année. Le premier ministre Harper est passé aux actes cet été. Il a annoncé l'acquisition, au coût de 3,1 milliards, d'un plus grand nombre de bâtiments — six à huit —, qui seront toutefois incapables de briser une glace dépassant un mètre d'épaisseur. Par conséquent, ces navires de patrouille ne vogueront dans l'Arctique qu'une partie de l'année.

Puis, en août, il s'est rendu dans l'Arctique pour dévoiler un projet de port en eaux profondes d'au moins 100 millions à Nanisivik, au Nunavut, et la construction d'un centre d'entraînement militaire à Resolute Bay. (Le gouvernement du Nunavut aurait préféré que le seul port ou un deuxième soit construit à Iqaluit, pour mieux desservir la population locale.)

La méthode choisie n'a pas impressionné Joël Plouffe, chercheur à la chaire Raoul-Dandurand.

« On peut envoyer tous les bateaux qu'on veut, ça ne change rien. Les Américains restent sur leur position et sont même heureux qu'on militarise la région parce que ça accroît la sécurité pendant qu'ils sont ailleurs. Il faut aller cogner à la porte de Washington pour tenter de s'entendre, après 40 ans de litige, sur le statut du passage. L'entente de 1988 est insuffisante, car elle ne touche que les brise-glace. »

En fait, certains Américains, comme l'a démontré l'ancien ambassadeur des États-Unis au Canada, Paul Cellucci, préféreraient, pour des raisons de sécurité, que le Canada supervise la navigation commerciale dans le passage. Michael Byers, de l'Université de Colombie-Britannique, est de cet avis et croit qu'il est urgent de trouver une solution diplomatique avant que le passage ne soit davantage fréquenté.

VOIR PAGE B 2: ARCTIQUE



Une carrière en traduction vous intéresse?

Un certificat ou un diplôme en traduction peut vous donner accès à une profession langagière en pleine expansion.

Une soirée d'information au cours de laquelle on présentera les exigences et le contenu des programmes se tiendra le **12 septembre** au 688, rue Sherbrooke Ouest, salle 1041, à 18 h.

■ www.mcgill.ca/conted-translation | (514) 398-1484

Cours intensifs de langues

- ▶ Début des cours : **17 septembre**
- ▶ Cinq niveaux (de débutant à avancé)
- ▶ Groupes restreints vous permettant de partager une expérience d'apprentissage unique avec des étudiants d'ici et d'ailleurs
- ▶ Programme menant au : **Certificat de compétence** en anglais de McGill ou au **Certificat de compétence** en français de McGill.

(514) 398-1212 (programme d'anglais)
(514) 398-1202 (programme de français)



Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES



Gil Courtemanche

Mario Sarko

Les dictionnaires sont des ouvrages politiquement corrects et, au mot «populisme», ils se contentent généralement de dire que le populisme est une doctrine d'inspiration socialiste ou nationaliste qui puise ses racines dans les aspirations populaires. Bien sûr, les dictionnaires ne donnent pas d'exemples de politiciens populistes. Le populisme n'est ni de gauche ni de droite. Hugo Chávez est populiste, tout comme le fut Hitler, le premier populiste élu.

Les populistes se situent toujours en opposition aux intellectuels, aux fonctionnaires, aux spécialistes. Ils prétendent être à l'écoute des préoccupations du pays profond, de monsieur et madame Tout-le-monde, des gens ordinaires. Ils prétendent aussi que, contrairement à ceux qui invoquent la complexité des problèmes et donc la complexité des solutions, il existe des solutions simples et définitives. Ils allèguent que, parce qu'ils ont les deux pieds sur terre et n'emploient pas des mots biscornus, ils sont à l'écoute du vrai peuple. Leur credo, c'est le «gros bon sens», cette sagesse populaire censée être capable de trouver une réponse simple à tout.

De tous les politiciens contemporains, Nicolas Sarkozy est le modèle le plus raffiné du «populiste». Il est à l'affût de toutes les peurs populaires, de tous les mécontentements ponctuels, de toutes les inquiétudes et de tous les désarrois. Quand il traite de «*racaille*» les jeunes des banlieues chaudes et qu'il promet de nettoyer cette racaille au Karcher comme on le fait avec des graffitis, il joue sciemment sur les préjugés d'une grande partie de la population qui ne connaît rien de la vie des banlieues. Quand il fait de l'immigration choisie un des thèmes de sa campagne électorale, c'est pour attirer vers lui ceux qui sont contre toute forme d'immigration. Quand il se déclare favorable à la castration chimique des criminels sexuels, il laisse entendre qu'il existe une solution «finale» au problème de la pédophilie ou de la perversité criminelle. Il utilisait le même procédé il y a quelques semaines quand il a annoncé, sans consulter personne, la mise sur pied d'un hôpital consacré exclusivement aux prisonniers coupables de crimes sexuels. C'était une douzaine d'heures après qu'on eut retrouvé le cadavre d'une fillette qui avait été victime de sévices sexuels. Voilà quelqu'un qui n'attend pas pour agir, s'est dit la France profonde. La vérité, cependant, est que ce projet d'hôpital avait été promis par lui-même deux ans auparavant, alors qu'il était ministre de l'Intérieur.

Le populiste s'appuie toujours sur de bons sentiments, il se pose en défenseur des faibles et des victimes. Il parle au nom de la décence et de la justice. Il prétend rassurer et protéger. Mais il le fait en cherchant en nous la part d'ombre, en faisant appel à cette partie de nous qui réclame vengeance, qui refuse la différence. Le populiste ne fait jamais appel à la réflexion, à la compréhension, à l'ouverture; il propose l'action radicale et immédiate. Le populiste réagit rapidement, parle vite, propose des solutions simples et réfléchit après.

Voilà exactement comment Mario Dumont et l'ADQ sont sortis des limbes politiques en appliquant à la lettre la méthode Sarkozy. Il ne faut pas chercher plus loin pour expliquer la nouvelle popularité de ce parti et de son chef. Ils exploitent les mêmes thèmes que le nouveau président français. Les prisonniers qui sont des parasites et devraient payer leurs repas; les vieux qui sont tous maltraités; les immigrants qui sont trop nombreux; les musulmans et les juifs qui menacent de modifier le paysage beauceron, et aujourd'hui les prédateurs sexuels.

Tous les lecteurs du *Journal de Montréal* et les fans de Claude Poirier suivent, l'âme en lambeaux et la vengeance en bandoulière, la triste saga de la petite Cedrika. Les députés de l'ADQ, Mario en tête, se sont dit qu'il y avait sûrement moyen de profiter politiquement de ce désarroi populaire. La députée de Lotbinière, Sylvie Roy, a déclaré qu'on avait beaucoup parlé de droits et d'égalité et qu'il était maintenant temps de parler de «*sécurité*». Comme si nous faisons face à une recrudescence soudaine et tragique de crimes sexuels, comme si le Québec vivait une crise et une situation qu'on ne retrouve pas ailleurs. Proposer une consultation populaire sur la délinquance sexuelle, c'est aussi intelligent que de proposer une consultation populaire sur le traitement du cancer du système lymphatique. Chimio ou radiations, madame Tout-le-monde?

Le populiste sait que ce genre de consultations donnera lieu aux pires débordements, aux appels haineux, aux jugements hâtifs. Il le sait, mais cela ne le dérange pas car c'est de cette part de mal en nous qu'il tient sa popularité. Le populiste sait très bien qu'il n'existe pas de solution simple et unique, que la castration chimique n'est pas la réponse magique, qu'il y aura toujours des erreurs dans les diagnostics, des failles dans le système de libération conditionnelle. Il sait surtout qu'aucune solution ne sortira de ce cirque de consultation populaire. Le populiste n'est pas un imbécile, au contraire. Il sait parfaitement que les prisonniers ne paieront jamais leurs repas, que l'immigration sera toujours une question complexe, qu'il n'y a pas de solution magique à l'harmonisation de la diversité culturelle. Il sait tout cela, mais jamais il ne verra le jour, car s'il le faisait, il ne serait plus chef de l'opposition. Alors, il en remet et déclare: «*C'est aussi notre devoir de travailler pour que les rues soient plus sécuritaires pour nos enfants.*» Comme si depuis quelques jours il fallait garder tous les petits Québécois à la maison.

Collaborateur du Devoir



Mario Dumont

JACQUES GRENIER LE DEVOIR



La famille Everett, déjà pas très fortunée, a vu sa situation empirer avec le passage de l'ouragan Katrina.

ARCHIVES LE DEVOIR

Pauvres au pays de la richesse

Les États-Unis ne parviennent pas à répartir équitablement les dividendes de la croissance

MARIE-CHRISTINE BONZOM

Washington — Le taux de pauvreté a reculé l'an dernier aux États-Unis. Mais il reste à peu près inchangé depuis les années 60. Il pourrait même augmenter encore, en raison notamment de l'accroissement du nombre d'Américains dépourvus d'assurance maladie.

Selon les chiffres publiés mardi par le Bureau du recensement, le taux de pauvreté a enregistré l'an dernier un recul, à 12,3 % contre 12,6 % en 2005. Il y a donc 36,5 millions de pauvres aux États-Unis — dont 12,8 millions de jeunes de moins de 18 ans — au lieu de 37 millions en 2005.

Toutefois, il n'y a rien de réjouissant dans cette baisse. «*La diminution est très faible et il n'y a pas de raison de s'enthousiasmer*», a déclaré au *Devoir* Isabel Sawhill, directrice du centre de recherche sur la famille à l'Institut Brookings.

Pour sa part, Jared Bernstein, spécialiste de l'Institut de politique économique, a dit trouver «*décourageant*» que l'expansion que les États-Unis ont connue entre 2000 et 2005 n'ait pas eu «*l'effet domino*» escompté et n'ait pas permis aux pauvres de jouir des «*dividendes de la croissance*».

De fait, croissance ou pas, le taux de pauvreté demeure quasiment inchangé aux États-Unis depuis les années 60. Au début de cette décennie, le président Kennedy avait pourtant affirmé qu'*«une marée montante soulève tous les bateaux»*. Mais les années 70 et leur croissance de 24 % n'ont fait baisser la pauvreté que de 5 %, tandis que les années 80, avec une croissance de 23 %, ont vu la pauvreté bondir de 12 %. «*À l'évidence, une marée montante ne soulève pas tous les bateaux*», conclut aujourd'hui Isabel Sawhill.

Pas de corrections

L'une des raisons majeures de la persistance d'une pauvreté importante est la mauvaise distribution des richesses et l'insuffisance des corrections gouvernementales. «*Le jeu du marché produit plus de résultats inégaux que dans les autres économies avancées*», indique Jared Bernstein. Et après les forces du marché, les politiques publiques ne font que très peu aux États-Unis pour assurer une redistribution.

Entre 2000 et 2006, les revenus au plus bas de l'échelle sociale ont chuté de 4,5 % alors que ceux des plus riches grimpaient de 20 %. «*Les bas revenus n'ont jamais été aussi bas et les hauts revenus, aussi hauts*», souligne Jared Bernstein.

L'écart entre pauvres et riches se creuse donc terriblement et le gouvernement ne prend pas les engagements nécessaires pour y remédier. «*Nos programmes sociaux destinés aux pauvres sont beaucoup moins généreux qu'en Europe et au Canada*», déplore Isabel Sawhill, de l'Institut Brookings.

L'experte mentionne d'autres raisons à la pauvreté aux États-Unis. «*La multiplication des familles monoparentales qui vivent sur un seul salaire, l'accroissement du nombre d'immigrés peu qualifiés qui grossit les rangs de ceux qui gagnent très peu, puis la technologie qui suscite une forte demande pour un bon niveau d'instruction et ferme la porte des emplois les mieux payés à de plus en plus de monde*», dit Isabel Sawhill.

L'une des solutions passe par une meilleure éducation. «*Un aspect crucial*», pour l'experte de l'Institut Brookings. L'amélioration du système scolaire public et de l'accès des enfants pauvres aux garderies et aux écoles maternelles pourrait ainsi permettre aux nouvelles générations issues des milieux défavorisés de rattraper le niveau des enfants plus riches.

La création d'emplois est également importante, mais pas suffisante. «*Les emplois occupés par les pauvres ne paient pas assez et il faudrait donc instaurer un soutien au revenu à travers des crédits d'impôt et des aides pour le transport vers le lieu de travail, le logement, la crèche des petits et la couverture médicale*», propose Jared Bernstein, de l'Institut de politique économique.

La couverture médicale

Cependant, l'accès à une couverture médicale est de plus en plus hors de portée pour les Américains. En marge du taux de pauvreté, le Bureau du recensement annonçait mardi que les personnes dépourvues d'assurance maladie représentent 15,8 % de la population des États-Unis, soit 47 millions d'individus comparativement à 44,8 millions en 2005!

Pauvreté et absence de couverture médicale ne sont toutefois pas forcément liées. Ainsi, Isabel Sawhill n'est «*pas sûre qu'il y ait une relation*» puisque de nombreux pauvres sont couverts par le programme fédéral Medicaid. Jared Bernstein pense au contraire que «*le lien est évident*». Il explique que «*la plupart des gens en âge de travailler aux États-Unis reçoivent leur couverture médicale de leurs employeurs. Or la qualité des emplois s'est détériorée, avec des revenus faibles et moins de protection qu'avant*».

Devant l'explosion des coûts de la santé, les entreprises américaines augmentent la quote-part de leurs employés ou suppriment leur offre d'assurance maladie. La charge des cotisations et des soins revient donc de plus en plus uniquement aux employés. «*Les travailleurs ont beaucoup de mal à l'assumer, même quand leur entreprise propose un plan, et beaucoup doivent renoncer à la couverture médicale*», note Paul Fronstin, de l'Institut de recherche sur la protection des employés. Rien de surprenant quand on sait que les coûts médicaux progressent deux fois plus vite que les salaires.

La diminution du taux de couverture médicale apparaît donc à la fois comme une conséquence et comme une cause de la pauvreté. Conséquence car elle manifeste la faiblesse des revenus des salariés. Cause car elle amène des salariés devenus malades à ne plus pouvoir payer leurs soins, à perdre leur emploi et à conduire leur ménage dans la pauvreté.

Le Bureau du recensement ne fournit d'ailleurs qu'une image partielle de la pauvreté aux États-Unis. Les seuils de pauvreté utilisés par l'agence fédérale sont en effet trop bas. Un célibataire est jugé pauvre quand il gagne 10 000 \$ ou moins par an; un foyer de quatre personnes, quand son revenu est égal ou inférieur à 20 000 \$.

Persistance de la pauvreté

«*Ces seuils arbitraires, créés dans les années 60, n'ont été réévalués qu'au vu de l'inflation*», dit Isabel Sawhill. «*Les États-Unis, contrairement aux autres pays développés, ont une mesure absolue de la pauvreté, et non pas une mesure relative au revenu moyen. Or ce calcul est dépassé car nos seuils sont nettement plus en deçà du revenu moyen qu'avant*», explique-t-elle.

«*Si l'on tient compte d'une approche plus relative, comme je l'ai proposé avec le soutien de l'Académie nationale des sciences, on obtient un taux de pauvreté qui est supérieur de 1,5 % au taux officiel*», révèle de son côté Jared Bernstein. Une approche plus relative mettrait ainsi dans la catégorie des pauvres environ 14 % des Américains.

Quels que soient la méthode de calcul utilisée et le taux obtenu, la persistance de la pauvreté est intolérable dans un pays aussi riche que les États-Unis. «*C'est une honte et il n'y a aucune excuse*», lance Isabel Sawhill.

Peut-être faudrait-il «*réallouer des fonds qui sont dépensés ailleurs*», comme le souhaite Isabel Sawhill. En pompant notamment dans le budget militaire... Mais l'argent ne suffit pas à lutter contre la pauvreté puisque les 585 milliards consacrés à cette mission par les pouvoirs publics entre 1968 et 2004 ne sont pas parvenus à réduire le nombre de pauvres.

Peut-être faudrait-il surtout éliminer les préjugés des élites américaines. Trop d'élus républicains et démocrates considèrent en effet que la responsabilité de la pauvreté revient d'abord au pauvre, soupçonné de paresse. «*Il faut absolument changer les esprits, car beaucoup de décideurs présumant encore que, si vous êtes pauvre, c'est votre faute*», affirme Jared Bernstein. «*Il y a bien sûr des paresseux parmi les pauvres, mais il y en a aussi parmi les riches, et il nous faut donc agir en partant du point de vue que l'aide aux pauvres est une responsabilité fondamentale de notre économie avancée*». En même temps qu'une obligation morale pour la seule hyperpuissance.

Collaboration spéciale

ARCTIQUE

SUITE DE LA PAGE B 1

Les critiques des experts portent aussi sur le choix des navires. Les plus sévères ont immédiatement parlé de l'achat d'*«iceshushers»* (brise-gadoue) au lieu d'*«icebreakers»* (brise-glace). Si, comme le dit M. Harper, il faut exercer sa souveraineté pour ne pas la perdre, il devient difficile de défendre nos prétentions quand on est incapable de se déplacer dans l'Arctique pendant plusieurs mois par année, note M. Lasserre.

«*Si la navigation se développe et que le Canada affirme sa souveraineté sur le passage du Nord-Ouest, il doit être capable de le patrouiller, d'y assurer la sécurité et d'y porter secours à tout moment. S'il devait être incapable, sa souveraineté en prendrait pour son grade*», croit M. Lasserre.

«*L'achat de ces navires est un premier pas nécessaire, mais nous avons besoin de nouveaux brise-glace pour la garde côtière. S'il fallait choisir entre l'un ou l'autre type de navire, j'aurais recommandé l'achat de brise-glace*», dit plus diplomatiquement Rob Huebert, du centre d'études militaires et stratégiques de l'Université de Calgary. Il comprend que le gouvernement ne puisse pas acquérir tout cet équipement d'un seul coup, mais le Canada en est là parce qu'il n'a à peu près rien fait depuis les années 1970, déplore-t-il.

En tournée dans le Nord cette semaine, le chef néo-démocrate, Jack Layton, déplorait quant à lui

l'approche essentiellement militaire du gouvernement Harper. «*La stratégie du premier ministre met trop l'accent sur les moyens militaires et pas assez sur le soutien aux communautés du Nord. La meilleure façon d'assurer notre souveraineté est de nous assurer que ces communautés, surtout inuites, ont l'appui nécessaire à leur dynamisme. Il faut ensuite nous attaquer aux changements climatiques, car ils menacent notre souveraineté dans cette région*», selon M. Layton, il est difficile de dire qu'on occupe le territoire quand on a de la difficulté à maintenir les communautés qui y vivent déjà.

Toutes les mesures prises par le gouvernement conservateur ne visent cependant que le passage du Nord-Ouest et ne répondent en rien au défi posé par les autres pays arctiques autour du pôle Nord. La délimitation des frontières dans cette région y est régie par un nouveau processus établi en vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer signée en 1982. Les pays arctiques signataires ont dix ans, après avoir ratifié le document, pour revendiquer la juridiction sur les fonds marins qui sont une prolongation de leur plateau continental.

La Russie doit donc s'exécuter d'ici 2009, le Danemark, d'ici 2014 et le Canada, d'ici 2013. Les États-Unis n'ont pas encore ratifié le document, mais l'administration Bush espère avoir raison des dernières résistances au Sénat cet automne.

Le principal objet de convoitise est la crête de

Lomonosov, qui va de la Russie à la pointe du Groenland et qui touche l'île canadienne Ellesmere. La Russie a fait une première demande en 2001 qui a été refusée, mais elle se prépare à revenir à la charge. Le Danemark est en train d'établir ses relevés géologiques et l'expédition de cet été s'inscrit dans cette démarche. Au Canada, une équipe de chercheurs a amorcé le travail il y a quelques années, mais le budget de 76 millions pour effectuer les relevés n'a été accordé qu'en 2002.

M. Huebert estime que «*le Canada s'est tiré dans le pied*» dans ce dossier en «*restant assis sur son derrière trop longtemps*». Le Canada était un des architectes de la Convention. Il était conscient des enjeux mais a attendu longtemps avant de se mettre à l'œuvre. «*Comme pour tout ce qui concerne l'Arctique, on ne fait rien ou tout en même temps, ce qui rend la tâche pratiquement impossible parce que la facture est trop élevée. Pendant ce temps, les autres pays arctiques préparent leur cause lentement mais de façon soutenue, ce qui fait qu'on se retrouve à la traîne*», s'indigne Rob Huebert. Les Danois, par exemple, ont déjà fait des démarches pour utiliser un sous-marin nucléaire britannique afin de faire leurs relevés. Le Canada n'a rien fait du genre. «*Encore une fois, on a attendu à la dernière minute*», dit le chercheur.

Collaboratrice du Devoir

PERSPECTIVES

Les partis fédéraux fourbissent leurs armes

Une rentrée sous le signe de l'Afghanistan

L'engagement militaire du Canada sera le principal point d'intérêt des parlementaires

L'Afghanistan. Les caucuses des partis politiques fédéraux qui ont pris fin cette semaine ont essentiellement tourné autour d'un seul et même sujet. Chaque formation a affûté ses stratégies de rentrée parlementaire avec en tête ce conflit, qui accapare les manchettes, mais aussi avec les trois élections partielles qui auront lieu au Québec dans un peu plus de deux semaines.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le décès de trois soldats du Royal 22^e Régiment en moins d'une semaine n'a pas ébranlé uniquement les Québécois, mais également les partis d'opposition aux Communes. Tout en restant cohérentes avec leur position défendue de longue date en ce qui a trait au sort de la mission canadienne en Afghanistan, les formations politiques ont dû s'ajuster rapidement pour tenter de profiter de la tempête politique soulevée par la mort des militaires du Québec.

Le premier à hausser le ton a été le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. Malgré les sondages qui s'accumulent et qui montrent que les Québécois s'opposent à la mission dans une proportion de 65 à 70 %, le parti souverainiste n'a pas changé son fusil d'épaule pour exiger un retrait immédiat des troupes. Il maintient que les soldats doivent rester en Afghanistan jusqu'en février 2009, tel que prévu. Par contre, Gilles Duceppe a mis cartes sur table en prévision d'un possible discours du Trône.

«On demande [au premier ministre] d'être clair et d'inscrire dans son discours du Trône que les troupes canadiennes vont mettre fin à leur mission de combat à Kandahar en février 2009. C'est une exigence minimale. Le Canada a fait son effort et il est temps que d'autres pays prennent la relève», a dit Gilles Duceppe à la sortie de son caucus, qui se déroulait à Saint-Hyacinthe il y a une dizaine de jours.

Stephen Harper a affirmé en juin dernier que la mission ne serait pas poursuivie sans un «certain consensus» de la part du Parlement, un accord qui semble bien peu probable à l'heure actuelle. N'empêche, le chef du Bloc québécois prévient qu'un silence sur ce sujet dans un éventuel discours du Trône pourrait faire vaciller le gouvernement. «Si Stephen Harper poursuit sa logique militariste, il ne peut pas s'attendre à avoir l'appui du Bloc», a soutenu un Gilles Duceppe bien conscient que, le 17 septembre prochain, plusieurs citoyens iront voter à Roberval, à Saint-Hyacinthe et à Outremont avec le conflit afghan en tête.

Une motion ?

Sans directement menacer le gouvernement, le Parti libéral de Stéphane Dion a lui aussi développé sa stratégie sur l'Afghanistan lors de son caucus qui a pris fin cette semaine à Terre-Neuve. Le PLC déposera à la première occasion une motion qui demande au gouvernement de retirer ses troupes de Kandahar en février 2009, forçant ainsi les conservateurs à se prononcer plus rapidement que prévu. «Le premier ministre perd du temps et je sais que c'est parce qu'il veut rester plus longtemps que février 2009», a soutenu Stéphane Dion jeudi.

Seul parti à réclamer le retour immédiat des soldats canadiens, le NPD a dû se défendre de prendre une position irresponsable sur le sujet. Le chef du Bloc a été le plus virulent. «Je ne veux pas faire comme ceux qui exploitent les émotions des Québécois, comme Jack Layton et Thomas Mulcair [candidat dans Outremont] le font. On ne peut pas regarder les sondages et dire: "Voilà ce qu'on va dire, peu importe les conséquences." Il faut être responsable et remplir nos obligations internationales», a lancé un Gilles Duceppe particulièrement d'attaque.

Au sein du NPD, cette save a été reçue avec un sourire. «Ça prouve que notre position est

plus près des Québécois que celle de Gilles Duceppe», a estimé une source néo-démocrate. En tenant son caucus à Montréal, le NPD a d'ailleurs pu enfoncer le clou de la mission afghane tout en soutenant son candidat dans Outremont, Thomas Mulcair. C'est faire d'une pierre deux coups pour un parti qui fonde de gros espoirs dans l'élection partielle d'Outremont. Lundi soir dernier, les 29 députés du NPD et une centaine de bénévoles ont d'ailleurs ratissé le quartier montréalais pour donner un coup de main à Thomas Mulcair.

Frappes préventives du PC

Si le caucus du Parti conservateur à l'Île-du-Prince-Édouard au début du mois d'août a donné très peu de substance, le premier ministre a toutefois repris le devant de la scène deux semaines plus tard, lors d'un remaniement ministériel fort attendu. En rétrogradant l'impopulaire ministre de la Défense Gordon O'Connor, Stephen Harper a enlevé des munitions aux partis d'opposition, qui n'ont pu écorcher aussi facilement le gouvernement lors des décès militaires qui ont suivi.

L'arrivée de Peter MacKay à la Défense, mais surtout de Maxime Bernier aux Affaires étrangères, pourrait aider le gouvernement à expliquer la mission canadienne en Afghanistan à une population plus sceptique que jamais. Le remaniement ministériel étant essentiellement centré sur des porte-parole de la mission afghane, le premier ministre Harper reconnaissait de facto l'échec de son gouvernement à convaincre les Canadiens du bien-fondé de l'opération en cours dans ce pays instable.

Reste à voir si les citoyens seront à l'écoute des nouveaux ministres. Un sondage Décima-Pressa canadienne rendu public cette semaine montre que les Canadiens accordent peu d'importance à ce brasse-camarade ministériel, puisque 54 % des citoyens estiment que le remaniement n'aura «aucun impact» sur la performance du gouvernement. L'impact pourrait toutefois être différent au Québec, où Maxime Bernier et Josée Verner ont obtenu des promotions. Dans la province, plus de la moitié de la population voit d'un bon œil le changement de chaises au cabinet.

Concrètement, le gouvernement n'a toutefois pas changé d'orientation pour l'instant. Lors du remaniement, le premier ministre a décrit ses cinq priorités de l'automne de manière à rester le plus vague possible: affirmer et défendre la souveraineté canadienne; assurer une économie forte et un faible niveau de taxation; lutter contre la criminalité; protéger l'environnement et consolider la fédération canadienne.

La porte est donc encore ouverte pour un discours du Trône qui pourrait davantage préciser la direction du gouvernement. Les rumeurs à Ottawa veulent que le premier ministre proroge le Parlement lors de la rentrée, prévue le 17 septembre, et renvoie tout le

monde à la maison jusqu'à la mi-octobre, le temps d'écrire le discours du Trône. Toutefois, des sources ont affirmé au *Devoir* que la décision n'était pas encore prise. Une réunion du comité des priorités du conseil des ministres, qui regroupe les poids lourds du cabinet, devrait trancher sur ce sujet dans les prochains jours, at-on appris.

Des libéraux en panne

Ironiquement, le besoin de définir de nouvelles priorités pour relancer un parti en panne se fait aussi sentir chez les libéraux fédéraux, qui ne profitent pas des difficultés du gouvernement Harper depuis six mois.

Toutes les maisons de sondage placent les libéraux et les conservateurs à égalité dans les intentions de vote. Le Bloc québécois, de son côté, a repris du tonus au Québec depuis le printemps, se détachant de ses rivaux par plus de 10 %.

Premier problème pour les libéraux: leurs supporters affirment dans une proportion de 47 % pouvoir changer d'idée, alors que seulement 30 % des supporters conservateurs disent de même. Selon le sondage Strategic Counsel-*The Globe and Mail*, seuls les partisans néo-démocrates (51 % disent pouvoir changer leur intention de vote) sont plus volatils que les supporters libéraux. Bref, la base est fragile pour le PLC.

Les députés et sénateurs libéraux réunis en caucus cette semaine à Terre-Neuve se sont d'ailleurs fait expliquer pourquoi. Le sondeur du Parti libéral, Michael Marzolini, a affirmé que 50 % des Canadiens ne savent pas quoi penser de Stéphane Dion et que la même proportion d'électeurs dit ne pas savoir quelles sont les positions du chef libéral. Pour M. Marzolini, il est temps que les libéraux cessent de seulement critiquer le gouvernement et arrivent avec des idées nouvelles. «Il faut mettre en avant des solutions positives tout en expliquant ce qui ne va pas avec les gens que vous souhaitez remplacer», a affirmé M. Marzolini aux députés libéraux.

Le chef libéral Stéphane Dion devra également trouver un moyen de mieux communiquer les messages du parti, même si tous les députés devront être plus visibles. «Développer une politique qu'on peut comprendre et la communiquer est un défi», a d'ailleurs reconnu le leader adjoint du PLC, Michael Ignatieff.

Rien pour consoler Stéphane Dion, les Canadiens ont une image paradoxale du premier ministre, ce qui complique l'angle d'attaque du PLC. Comment profiter du fait que 70 % des Canadiens jugent Stephen Harper «trop contrôlant» quand 67 % le considèrent comme un leader «décisif»? Par où commencer quand 58 % des gens le trouvent trop à droite mais que 53 % jugent également qu'il mène le Canada dans la bonne direction? Que faire lorsqu'une majorité de citoyens (53 %) estiment que Harper suit les désirs de George W. Bush mais que 49 % considèrent aussi le premier ministre comme un «visionnaire»? Le portrait tracé par le sondage Strategic Counsel pour le *Globe and Mail* amène plus de questions que de réponses pour les adversaires de Stephen Harper.

Le Devoir



Michel David

La fin du trip

J eudi, à l'abri des caméras de télévision, Diane Lemieux a tenu à expliquer à ses collègues péquistes réunis en caucus à Québec la véritable raison pour laquelle elle quittait la politique précisément au moment où l'horizon semble s'éclaircir.

Bien entendu, elle avait été très déçue d'apprendre que Pauline Marois avait décidé de lui retirer son poste de leader parlementaire au profit de François Gendron. De son propre aveu, elle y a pris plus de plaisir qu'aux divers ministères qu'elle avait précédemment occupés. Elle adorait la stratégie parlementaire et, dans l'opposition, c'est une des très rares fonctions qui confèrent un certain pouvoir.

Il faut un gros ego pour résister aux attaques parfois féroces qui sont le lot quotidien de la politique, et celui de Mme Lemieux était surdimensionné, comme c'est le cas de la plupart des bêtes politiques, mais elle n'en était pas à sa première déconvenue. Malgré sa déception, elle aurait avalé la pilule si le malaise n'avait pas été plus profond.

Personne n'est irremplaçable, et il n'y a aucun précédent d'un leader parlementaire qui ait servi sous trois chefs différents. Il était tout à fait normal que, selon son vœu de modifier l'image du PQ, Mme Marois veuille donner un nouveau visage à son aile parlementaire.

Il est vrai que Mme Lemieux ne faisait pas l'unanimité parmi ses collègues. Ceux qu'elle ne jugeait pas suffisamment performants étaient condamnés au silence pendant la période de questions à l'Assemblée nationale, mais on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.

Le désir de rétablir l'harmonie au sein du caucus n'était que le prétexte de son limogeage. À l'époque où ils agissaient comme leaders parlementaires, Guy Chevrette et André Boisclair n'étaient certainement pas plus délicats qu'elle. Sous sa gouverne, l'opposition péquiste a indéniablement gagné en efficacité. Si ses relations avec les députés posaient vraiment problème, on se demande bien pourquoi Mme Marois lui a offert la présidence du caucus!

L'épithète «entière» est peut-être celle qui décrit le mieux Mme Lemieux. D'ailleurs, elle était tout aussi cassante avec les journalistes qu'avec ses collègues. Une chronique qui lui avait déplié pouvait valoir à son auteur un long ostracisme.

Il n'est pas difficile de l'imaginer claquer la porte du restaurant où l'avait invitée Mme Marois quand celle-ci lui a clairement expliqué qu'en raison de son étroite association avec Bernard Landry et André Boisclair, elle serait incapable de lui faire confiance.

Diane Lemieux ne s'en est jamais cachée: elle aime le pouvoir. Paradoxalement, c'est dans l'opposition qu'elle a le mieux performé, mais la «lionne de Bourget» n'était pas faite pour jouer les seconds rôles.

En clair, Mme Marois lui annonçait qu'elle serait désormais exclue du premier cercle, dont elle faisait partie depuis des années. Avec son amie Luce-Sylvie Perron, qui avait également réalisé l'exploit de demeurer chef de cabinet de M. Boisclair après avoir occupé les mêmes fonctions auprès de M. Landry, elle formait un tandem qui en menait beaucoup trop large aux yeux de plusieurs.

Pour la première fois depuis son entrée en politique, elle n'aurait pas eu l'oreille du chef. Déjà, Lucien Bouchard avait un faible pour elle. Personne d'autre n'aurait osé le remettre gentiment à sa place comme elle l'avait fait le jour de l'annonce de sa candidature dans Bourget, en 1998, quand l'ancien premier ministre avait tenté de lui voler le micro.

On ne peut reprocher à personne d'être trop loyal envers son chef. Si Mme Lemieux avait conservé son poste, elle aurait sans doute été aussi fidèle à Mme Marois qu'à ses prédécesseurs, mais la confiance ne se commande pas. La nouvelle chef du PQ a trop souffert des manœuvres de l'entourage de M. Landry pour ne pas se méfier de tous ceux qui en faisaient partie.

De toute manière, il aurait sans doute été impossible pour deux femmes aussi différentes de développer l'indispensable complicité entre le chef et son leader parlementaire. Mme Marois n'aurait pas toléré qu'on lui fasse la leçon, comme Mme Lemieux se le permettait fréquemment avec ses précédents patrons.

Son avenir n'était pas définitivement compromis pour autant. La vie politique est faite de hauts et de bas. Elle n'aurait pas été la première à connaître une éclipse. Après 31 ans de vie parlementaire, qui aurait pu prévoir la résurrection de François Gendron, qui semblait condamné aux rôles de soutien jusqu'à sa retraite?

Soit, Mme Lemieux n'a jamais soutenu Mme Marois dans ses ambitions, mais François Legault en a beaucoup plus à se faire pardonner, et il n'a certainement pas renoncé à devenir chef un jour. Cela ne l'empêchera pas de demeurer une des vedettes du PQ et d'accéder éventuellement aux Finances. Même un homme aux loyalités aussi successives que Sylvain Simard espère encore récupérer une limousine. Nicolas Girard, lui, ne doit pas se faire trop d'illusions.

En cas de victoire péquiste aux prochaines élections, Mme Lemieux aurait hérité d'un ministère important. La mise en veilleuse du référendum et la redéfinition de la social-démocratie ne lui auraient posé aucun problème de conscience.

D'éminentes personnalités péquistes ont bien tenté de la convaincre de rester. S'il y a une leçon à tirer de l'histoire récente du PQ, c'est que l'avenir est hautement imprévisible. À 45 ans, Mme Lemieux pouvait se permettre d'attendre des jours meilleurs. Malgré d'indéniables talents pour la politique, il lui manquait une qualité essentielle: la patience. Depuis neuf ans, elle s'était payé un beau *power trip* et elle ne pouvait pas accepter de l'interrompre, même temporairement.

Diane Lemieux avait ses défauts, mais son départ n'en demeure pas moins une perte pour le PQ et pour le projet souverainiste. Malheureusement, il n'est pas facile de faire primer les intérêts de la patrie et du parti sur ses propres intérêts quand ils ne coïncident pas.

mdavid@ledevoir.com

Le pari difficile d'Abdullah Gül

Pour la première fois, un islamiste accède à la présidence de la Turquie

MARC SEMO

A ffable et chaleureux, Abdullah Gül est en outre doté d'un certain humour et s'exprime dans un anglais parfait. Rien d'étonnant donc si l'ancien ministre des Affaires étrangères, finalement élu cette semaine président de la Turquie par le Parlement, séduit les diplomates occidentaux, d'autant qu'il affiche volontiers ses convictions proeuropéennes. Mais le camp laïque et les militaires restent toujours aussi méfiants vis-à-vis de celui qu'ils surnomment «l'islamiste au visage souriant».

Pour la première fois, un politicien issu du mouvement islamiste avec une femme portant le foulard va s'installer à Çankaya, le palais présidentiel, qui fut celui de Mustapha Kemal, fondateur d'une république laïque et jacobine sur les décombres de l'empire ottoman après la Première Guerre mondiale. Habile politicien, Abdullah Gül sait qu'il doit rassurer cette moitié de la Turquie qui, lors des législatives du 22 juillet, n'a pas voté pour l'AKP (le Parti de la justice et du développement), sorti grand vainqueur des urnes avec 46,5 % des voix.

Craintes

«Le renforcement et la défense des valeurs républicaines édictées dans la Constitution seront mes priorités», déclarait-il il y a une dizaine de jours en annonçant sa décision de se présenter à nouveau à la présidence de la République (sa candidature au printemps avait déchainé de grandes manifestations du camp laïque). Le chef de l'État a des compétences limitées mais dispose d'importants pouvoirs en matière de nomination dans la haute fonction publique.

D'où la crainte d'infiltrations massives des islamistes dans les rouages clés de l'État.

Le CHP, le parti de la gauche kémaliste, a été le grand perdant des élections (20 % des voix). Mais les militaires comme les responsables de ce parti ont annoncé qu'ils boycotteraient les cérémonies où apparaîtrait la femme du président en foulard, même si 72,5 % des Turcs, selon les sondages, considèrent «normal» le port du voile par la première dame.

«Les débuts d'Abdullah Gül ne seront pas faciles et chacun de ses pas sera scruté à la loupe par les institutions et les franges de la société sensibles à la défense de la laïcité», écrivait cette semaine un éditorial du journal populaire *Vatan*.

Abdullah Gül aura en effet besoin de toute sa rondeur et de son habileté diplomatique pour faire oublier un passé d'islamiste convaincu. Cet homme très pieux, né il y a 56 ans à Kayseri, fief conservateur et islamiste en Anatolie centrale, a étudié l'économie à Istanbul puis à Londres avant de partir à Djeddah, en Arabie Saoudite, où, entre 1983 et 1991, il a travaillé comme cadre de la Banque de développement islamique.

De retour en Turquie, il commence à faire de la politique dans le Refah, le «Parti de la prospérité» de Necmettin Erbakan, le leader historique de l'islamisme politique turc. Quand ce dernier devient premier ministre, en 1996, Gül, déjà un des poids lourds du parti, est nommé ministre d'État et porte-parole du gouvernement. Un an plus tard, le Refah est chassé du pouvoir sous la pression de l'armée, puis interdit.

Trois ans plus tard, Abdullah Gül et Recep Tayyip Erdogan, alors maire islamiste du

Grand Istanbul, décident de former un nouveau parti en tirant les leçons de cet échec et de l'impossibilité de défier ouvertement l'État et l'armée. L'AKP se pose ainsi comme conservateur sur le plan des mœurs mais libéral en économie et surtout proeuropéen. L'Union européenne et les réformes qu'elle impose sont un bouclier contre l'armée. Dès lors, les classes moyennes choisissent aussi l'AKP, d'où le nouveau succès de ce parti aux élections de juillet après cinq ans de gouvernement.

Figures libérales

Abdullah Gül, que le premier ministre Recep Tayyip Erdogan appelle «son frère», est bien conscient des enjeux qui s'ouvrent pour l'AKP comme des peurs qu'il suscite. Les ex-islamistes occupent désormais les trois premières fonctions politiques du pays (présidence de la République, présidence de la Chambre et premier ministre). Il s'agit maintenant de rassurer. Le nouveau gouvernement d'Erdogan, dont la liste est présentée aujourd'hui, doit intégrer bon nombre des figures les plus libérales du parti. À la fin du mois, le Parlement commencera à plancher sur une grande réforme libérale de la Constitution pour sortir du système mis en place après le coup d'État de 1980. «Elle mettra l'accent sur le peuple plus que sur l'État», assure l'AKP. Plusieurs juristes de gauche ou libéraux ont accepté pour cette raison d'être élus sur les listes de l'AKP. Le grand quotidien *Miliyet* évoque déjà «une étape historique qui pourrait nous rapprocher un peu plus d'une pleine maturité démocratique».

Libération

ÉDITORIAL

Réveil municipal

Pendant que la ville de Québec risque la panne politique à la suite du décès de la mairesse Andrée Boucher, à Montréal, le maire Gérald Tremblay semble se réveiller et affirmer son leadership. Le leadership, c'est ce dont ont besoin aussi bien la métropole que la capitale nationale.

Les Montréalais désespéraient de leur maire depuis un certain temps. Malgré toute la bonne volonté qui émane de Gérald Tremblay, l'esprit de décision et l'autorité qui doivent caractériser le premier magistrat d'une métropole ne se ressentaient pas. Voilà qu'il annonce qu'il sera désormais le porteur de tous les grands projets pour Montréal, du CHUM au quartier des spectacles en passant par la réfection de l'autoroute Bonaventure.

De ce virage, on est tout aussi étonné qu'enchanté. Étonné parce que nombreuses ont été les occasions que le maire Tremblay n'a pas saisies pour s'affirmer. Il suffit par exemple de songer aux débats sur le choix du site du CHUM et sur le projet d'un nouveau casino, où il n'était ni pour ni contre... bien au contraire. Pourtant, un maire n'a pas à demander de permission à qui que ce soit pour prendre position, pas plus aux gouvernements supérieurs qu'à son conseil municipal.

Élus au suffrage universel, les maires jouissent d'une légitimité incontestable pour diriger leur municipalité. Il est arrivé que certains en abusent; qu'on songe à Jean Drapeau. Il appartient alors au conseil municipal de faire contrepoids. On ne demande pas à Gérald Tremblay de revêtir les habits de son célèbre prédécesseur. Par contre, il ne doit pas craindre de se libérer de l'enchevêtrement de structures qui paralyse Montréal avec ses arrondissements et son conseil d'agglomération. Comme si ce n'était pas déjà assez complexe, il a fallu qu'il ajoute à l'écheveau avec un organisme administratif complexe. Chaque service municipal peut ainsi relever de l'autorité de deux ou trois membres de l'exécutif. Pendant que ceux-ci se marchent sur les pieds, les fonctionnaires sont sans véritable direction. S'il est bien vrai qu'il entend donner un coup de barre, M. Tremblay devrait clarifier sans tarder les responsabilités de ses collègues.

Si Montréal peut désormais espérer, à Québec, c'est tout le contraire. Le décès subit d'Andrée Boucher laisse la capitale en déshérence. Des élections n'auront lieu que dans quatre mois, presque au moment où s'ouvriront les fêtes du 400^e anniversaire de la fondation de cette ville. D'emblée, aucune grosse peinture ne s'annonce pour prendre la succession d'une mairesse qui, tout énergique et populaire qu'elle ait été, a connu de nombreuses difficultés.

Bien qu'elle ait été littéralement plébiscitée par la population de Québec, Mme Boucher était isolée dans un conseil dominé par l'opposition du Renouveau municipal de Québec. Quoi qu'en disent certains, le statut d'indépendant ne peut pas convenir au maire d'une ville de la taille de Québec. Jean-Paul L'Allier a pu réaliser de nombreux projets à la tête de cette ville parce qu'il était appuyé par une majorité, tout comme ses prédécesseurs.

Le prochain maire de Québec, à moins qu'il ne soit issu de l'opposition actuelle, sera dans la même position que Mme Boucher. On peut en effet douter que le RMQ puisse gagner la mairie. En une courte semaine de transition, le maire suppléant, qui en est issu, a mis son parti dans une situation délicate. En raison des défis qui attendent le prochain maire au cours de ce 400^e anniversaire, tous ceux qui ont à cœur le succès de leur ville devraient mettre de côté leurs rivalités et chercher à se donner un maire qui fera consensus et à qui tous voudront accorder la marge nécessaire pour agir.

bdescoteaux@ledevoir.com

Hydro, la convoitée

De façon périodique, des gens relancent l'idée de privatiser Hydro-Québec. Cette semaine, c'était au tour de deux personnalités invitées par l'Institut économique de Montréal de plaider en faveur de la privatisation totale ou partielle.

D'un côté, l'ancien président de la Standard Life, Claude Garcia, avance que la vente d'Hydro-Québec permettrait d'effacer la dette du Québec en totalité. Évidemment, les nouveaux propriétaires exigeraient des hausses importantes de tarifs destinées à rejoindre le prix du marché nord-américain, mais parce qu'on ne paierait plus d'intérêts sur la dette, on pourrait réduire les impôts de 33 %.

De son côté, l'économiste Marcel Boyer ne souhaite pas la privatisation complète puisque, en contrepartie de l'élimination de la dette, il faudrait se départir de l'actif, ce qui ne créerait aucune valeur nouvelle pour les Québécois.

Comme d'autres avant lui, Marcel Boyer croit qu'une vente partielle des actifs d'Hydro-Québec — 25 % par exemple — aurait pour conséquence «de retirer aux gouvernements le droit de puiser dans la caisse commune et patrimoniale des Québécois et de dilapider leurs ressources énergétiques».

Lui aussi défend le principe d'une hausse importante de tarif, et il ajoute que les revenus de la vente d'actions devraient servir à financer les investissements futurs en énergie.

Voilà des points très différents. Il est certain que les Québécois n'accepteront jamais de retourner à l'époque où la production de l'électricité était contrôlée par le privé. Trop d'enjeux sont en cause: développement régional, échéanciers de projets, choix des filières prioritaires... et de toute façon, les Québécois souhaitent conserver le contrôle sur cette ressource fantastique. D'ailleurs, ce n'est pas le comportement de l'industrie pétrolière qui les convaincra du contraire!

En revanche, l'idée de vendre une fraction minoritaire de la valeur d'Hydro à des dizaines de milliers de ménages québécois mérite d'être revue. Revue parce que ce n'est pas la première fois que cette idée est soumise, mais elle n'a jamais été étudiée sérieusement.

Un quart de la valeur, c'est autant qui irait à la réduction de la dette ou à autre chose, sans perte de contrôle étatique. De plus, il est probable que la présence au conseil d'actionnaires privés modifierait la dynamique dans le sens de la transparence et d'une plus grande productivité. Quant aux tarifs, puisqu'il s'agit d'un monopole, il reviendrait à la Régie de les fixer en fonction des coûts et d'un objectif de rendement raisonnable, comme c'était le cas pour Bell Canada du temps du monopole.

En revanche, une société de propriété mixte devrait peut-être payer des impôts à Ottawa et on peut douter du comportement de l'action en Bourse étant donné le contrôle majoritaire de l'État.

Lors de la campagne électorale de 2003, le premier ministre Bernard Landry avait lancé l'idée de céder 10 % de l'actionariat d'Hydro à ses employés. Pourquoi les employés et non tous les citoyens désireux de s'impliquer? avions-nous demandé. La question est restée sans réponse... comme l'idée de M. Landry.

jrsansfacon@ledevoir.com



Bernard Descôteaux



REPRISE

LETTRES

La logique de l'immigration

Selon Aristote, la logique serait la capacité de distinguer un raisonnement correct d'un raisonnement incorrect. Alors, que fait donc Christian Rioux de cette logique?

Comment peut-on à la fois se plaindre de la diminution du poids du Québec dans l'ensemble canadien ou nord-américain et soutenir qu'un discours sur la limitation de l'immigration peut en faire abstraction?

Une société qui n'a pas un taux de natalité suffisant pour renouveler sa population et sa main-d'œuvre doit faire appel à l'immigration si elle ne veut pas assister à son déclin économique et politique. C'est faire preuve d'«ouverture» d'esprit que de le dire.

C'est être «fermé» à quelque chose que de soutenir qu'on peut limiter l'immigration sous ce même seul de renouvellement et de n'entrevoir aucune conséquence.

Si, donc, on accueille des immigrants — qui sont forcément des étrangers —, il vaut mieux être «ouvert» aux cultures et aux coutumes des 45 000 étrangers que le Québec accueille chaque année. Aucune loi ne fera passer ces étrangers à la «moulinette» pour en faire des «pure laine». Il faut même avoir assez d'«ouverture» pour reconnaître que la loi 101 peut être un frein pour certains qui n'ont pas le don des langues et qui cherchent un meilleur sort sans savoir d'avance où celui-ci peut bien se trouver mais qui savent aussi que l'anglais leur assurera une plus grande mobilité.

Il faut aussi un peu d'«ouverture» pour imagi-

ner qu'à ce rythme d'immigration «nécessaire», les «pure laine» pourraient bien, un jour, ne plus être la majorité. Il faut une bonne dose d'«ouverture» pour discuter de cela sereinement.

Georges Paquet
Le 30 août 2007

Réponse du chroniqueur

Je ne propose ni de réduire l'immigration ni de l'augmenter. J'affirme simplement que l'«ouverture» ne se mesure pas au nombre d'immigrants. Le Québec demeurera une société «ouverte» quels que soient ses choix. Si une crainte existe à cet égard, elle relève plutôt des difficultés réelles de francisation. Les Québécois ont le droit comme tous les peuples de mener ce débat sereinement sans qu'on les accuse de manquer d'«ouverture».

Christian Rioux

Marre des bons matins!

Depuis mon enfance, quand on veut se saluer le matin, on dit «bonjour». Dans toute la francophonie, c'est l'usage habituel. Mais récemment, on dirait que c'est plus poli ou plus intense de dire «bon matin», tel qu'entendu à l'émission *Des kiwis et des hommes* ou, plus récemment au FFM, dans la bouche de Marc Béland et du réalisateur François Delisle, et même de la part de mon patron, qui essaie fort de se rendre moderne et sympathique.

Je n'en peux plus! Qu'on se le dise, «bon matin» est une traduction littérale de *good morning!*

Notre langue s'anglicise de plus en plus, et cela me désole et m'enrage. Adopter des anglicismes dans notre langue ne nous rend ni supérieurs ni plus sympathiques. En fait, cela démontre plutôt de la soumission, voire de l'aliénation.

Si on veut être extrêmement courtois, on peut dire: «Bonjour, j'espère que vous avez passé une bonne nuit et que vous passerez une magnifique matinée.» Par contre, personnellement, je me contente toujours d'un beau «bonjour» souriant, sincère et vraiment conforme à notre langue.

Dominique Brault
Montréal, le 27 août 2007

Pas besoin d'ennemis

Lettre ouverte à Jean-Pierre Raffarin, président du comité français pour le 400^e

Comme ça, cher monsieur, vous reportez à 2009 l'exposition permanente sur les familles souches? Un peu d'histoire. 2009 marquera le 250^e anniversaire de la défaite franco-canadienne des plaines d'Abraham, événement que le Canada anglais se fera un plaisir de nous rappeler. Est-ce cet événement que vous voulez commémorer? Et comme l'histoire est un éternel recommencement, sachez que le même Canada anglais avait voulu reporter de 1908 à 1909 le 300^e anniversaire de notre pays. Son objectif? Commémorer le 150^e anniversaire de la même défaite des plaines. Décidément, les Québécois n'ont pas besoin d'ennemis.

Francine Vachon
Québec, le 30 août 2007

REVUE DE PRESSE

De la guerre aux élections

Manon Cornéliier

La mission canadienne en Afghanistan suscite l'opposition de la vaste majorité des Québécois alors qu'au Canada anglais les avis sont plus partagés. Les commentateurs n'y échappent pas. Rosie DiManno, du *Toronto Star*, a fait quelques séjours en Afghanistan, dont un il y a seulement quatre mois. Se souvenant des progrès réalisés par les militaires canadiens qu'elle accompagnait, elle se demande comment il se fait que deux soldats de Valcartier soient morts au même endroit. La réponse: les Canadiens ont confié Ghundy Ghar aux forces afghanes, qui n'ont pas su le conserver ni prévenir le retour des insurgés. Selon DiManno, Ghundy Ghar est un exemple des risques que court l'Afghanistan si les forces canadiennes quittent Kandahar en 2009. Mais la stratégie de retrait à long terme du Canada repose sur ce genre de transfert aux forces afghanes. Selon elle, cette recette est désastreuse à court terme et compromet les gains faits à un prix élevé. «Les politiciens, les yeux rivés sur les sondages, n'ont pas l'épine dorsale des soldats. Bon nombre de Canadiens ont de plus en plus assez de toute cette mission parce que l'Afghanistan est loin, théorique, et ne mérite pas qu'on y laisse des vies canadiennes.» A son avis, quitter prématurément l'Afghanistan, à une date butoir arbitraire, signifierait que ces soldats sont morts pour rien.

Scott Taylor, dans le *Halifax Chronicle Herald*, attribue l'hésitation des Canadiens à autre chose. Il rappelle avec indignation le rapprochement fait par Stephen Harper, et ensuite plusieurs commentateurs, entre le débarquement raté de Dieppe, qui a fauché la vie de 900 Canadiens, et la mission afghane. «Contrairement aux Allemands en France, les insurgés talibans ne sont pas des envahisseurs étrangers. Ils sont des Afghans [...] qui s'adonnent à croire en une forme extrême de l'islam.» Taylor rappelle que même le gouverne-

ment Karzaï, que nos militaires soutiennent, avoue qu'il sera nécessaire de négocier avec les talibans pour en arriver à une paix durable. Mais les Américains rejettent cette idée, ce qui fait qu'on continue à se battre et à mourir. Selon lui, si le rôle de l'OTAN était aussi clair que celui des Alliés contre Hitler, les Canadiens ne seraient pas aussi confus et hésitants face à la mission actuelle. Taylor ne favorise pas un retrait immédiat, ni un abandon de ce pays, mais une réévaluation de la mission canadienne et des objectifs du Canada.

Le *National Post*, qui s'est rangé derrière Harper dans ce dossier, met les partis d'opposition au défi de défaire le gouvernement conservateur s'ils croient pouvoir gagner des élections portant sur ce dossier et celui de Kyoto. Il leur demande même de le faire le plus tôt possible, car il est persuadé que les Canadiens appuieront, une fois celles-ci bien expliquées, la mission afghane et l'approche conservatrice en matière d'environnement. Pour le *Post*, les partis d'opposition surestiment l'opposition des Canadiens à la mission tout comme leur appui au protocole de Kyoto.

Miroir, miroir...

En ce qui concerne les élections, deux sondages parus cette semaine ont fait jaser. Le premier, paru dans le *Globe and Mail*, montre que le PC reste à égalité avec les libéraux malgré une évaluation relativement positive du gouvernement actuel. Le problème est que les qualités de leader du premier ministre n'ont d'égaux que ses défauts. Les Canadiens le jugent efficace et déterminé, mais «contrôlant» et trop partisan. Pour Licia Corbella, du *Calgary Sun*, voilà quand même de bonnes nouvelles pour les conservateurs et de bien mauvaises pour le chef libéral Stéphane Dion. Evoquant les deux dernières élections fédérales, elle note que l'évaluation positive du chef de gouvernement à la veille d'un scrutin laisse généralement présager que son parti, même s'il est à la traîne, peut l'emporter. Or tous les sondages récents mon-

trent qu'en matière de leadership, Harper devance largement Dion. Par conséquent, elle pense que Harper ne devrait pas craindre des élections automnales.

Il en va autrement du NPD, croit Nik Nanos, de la firme de sondages SES Research. Dans un texte publié dans le *Toronto Sun*, il note le potentiel du Parti vert. Depuis des mois, ce parti se maintient à un niveau supérieur à son plateau des dernières élections (4,5-4,8 %). Dans le dernier sondage SES réalisé pour SunMedia, les verts obtiennent 8 % des appuis, mais l'écart qui le sépare du NPD en Ontario et au Québec équivaut à peu près à la marge d'erreur. Selon Nanos, il ne faut donc pas se surprendre si le chef néo-démocrate, Jack Layton, prend la menace au sérieux.

La guerre maquillée

Le Musée de la guerre a reçu une volée de bois vert pour avoir modifié un panneau d'information sous la pression d'un groupe de vétérans. Le panneau, de moins de 100 mots, faisait référence aux bombardements stratégiques effectués par les Alliés à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le texte notait que la valeur et la moralité de ces bombardements, qui ont causé des centaines de milliers de morts sans effet définitif sur la production militaire allemande, étaient encore contestées. Des vétérans, leurs familles et quelques politiciens ont vu dans ces mots une association à des crimes de guerre et ont demandé leur retrait. Le musée a acquiescé, malgré l'avis contraire d'experts et d'historiens. Le *Edmonton Journal* était abasourdi, rappelant qu'un musée n'était pas un monument commémoratif ni le diffuseur d'une version aseptisée de l'histoire. Dans l'*Ottawa Citizen*, l'historien Randall Hansen était indigné, au point de se lancer dans une longue démonstration des faits et une suggestion de texte encore plus critique. Le *Globe and Mail* estime pour sa part que le musée a terni sa réputation d'institution vouée à la compréhension des conflits armés et établi un précédent malheureux.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Pour une cohérence entre la recherche, l'enseignement et la pratique de la gestion

ISABELLE DOSTALER
JERRY TOMBERLIN

Professeurs à l'école de gestion John-Molson de l'université Concordia

En 2005, la célèbre *Harvard Business Review* accusait les écoles de gestion de faire fausse route en étant trop axées sur la recherche dite scientifique et en embauchant des professeurs ayant peu d'expérience du monde des affaires. Ces préoccupations trouvent leur écho dans un rapport qui sera publié sous peu par l'Association to Advance Collegiate Schools of Business (AACSB). Cet organisme s'inquiète du peu d'impact que semblent avoir les travaux de recherche dans lesquels s'engagent les professeurs-chercheurs du domaine de l'administration des affaires sur l'enseignement et la pratique de la gestion.

Les écoles de gestion québécoises n'échappent malheureusement pas à cette situation. Dans ce contexte, voilà pourquoi il nous semble pertinent de nous interroger sur la raison d'être des écoles de gestion en tant qu'écoles professionnelles, de mieux comprendre les raisons pour lesquelles il existe un fossé grandissant entre les deux volets de la mission de ces écoles, soit la recherche et l'enseignement, et enfin de proposer des pistes de solution pour favoriser le renforcement mutuel de la recherche, de l'enseignement et de la pratique de la gestion.

Recherche vs enseignement

Les écoles professionnelles ont pour raison d'être la préparation de jeunes gens à mener une carrière dans des domaines d'activité spécifiques comme la médecine dentaire, l'ingénierie et la gestion. Les professeurs chargés de la formation des futurs professionnels consacrent également une part importante de leur temps à la recherche. Celle-ci devrait en principe contribuer à la compréhension et à l'amélioration de l'exercice de la profession qui les concerne. Nous disons «en principe» car, dans le cas des écoles de gestion, il semble qu'il y ait un écart grandissant entre les activités de recherche et d'enseignement.

Vers la fin des années 50, les fondations Ford et Carnegie s'inquiétaient de l'état lamentable de la théorie et de la recherche en administration des affaires. Il était temps pour les écoles de gestion de troquer le «*terrain vague du vocationalisme*», pour reprendre les mots de l'économiste Herbert Simon, contre un professionnalisme basé sur des assises scientifiques, comme l'avaient fait l'ingénierie et la médecine auparavant. C'est ainsi que les écoles de gestion nord-américaines ont cherché à obtenir un statut académique. Selon le professeur Richard Schmalensee, ancien doyen de la Sloan School of Management (MIT), elles ont peut-être trop bien réussi.

Pour devenir des facultés dignes de ce nom, les écoles de gestion ont dû établir des règles strictes d'embauche et de promotion des professeurs. Aujourd'hui, lorsque s'ouvre un poste de professeur adjoint menant à la permanence, le candidat qui a déjà des publications scientifiques à son actif aura plus de chances d'être retenu, peu importe si son expérience du monde organisationnel se limite à quelques emplois d'été.

Parcours d'un professeur

Aussitôt embauché, le jeune professeur mettra beaucoup d'énergie à l'obtention de subventions de recherche, à la participation à des conférences et à la publication d'articles dans des revues scientifiques. Il n'aura pas besoin de se faire dire quoi faire, car il aura été familiarisé aux règles du métier lors de ses études de doctorat. Sa préoccupation première devra être le développement d'un dossier de publications qui soit suffisamment étoffé pour lui assurer la permanence d'emploi et l'estime de ses collègues. Les anglophones ont une phrase toute simple pour résumer cet état d'esprit: «*Teaching is in the way*».

Avec un peu de chance et beaucoup de travail, le professeur gagnera de la notoriété dans son domaine de recherche, ses pairs citeront ses articles et



École des hautes études commerciales à Montréal.

l'obtention de subventions de recherche deviendra de plus en plus facile. Toutefois, il arrivera souvent aux étudiants de se plaindre que l'enseignement de ce professeur soit trop théorique. De plus, il sera peu connu du milieu des affaires, car aucun praticien n'aura lu ses travaux. Ainsi, les critères d'embauche et de promotion utilisés au sein des écoles de gestion rendent celles-ci dignes du milieu universitaire mais de moins en moins adéquates à la formation de futurs gestionnaires.

Fossé entre pratique et recherche

Pour devenir de véritables facultés, les écoles de gestion ont également développé un programme de recherche qui s'appuie sur de vraies sciences, telles que l'économie, la psychologie ou la sociologie, et qui vise davantage à décrire et à comprendre des phénomènes qu'à prescrire aux gestionnaires ce qu'ils doivent faire. En fait, la recherche trop appliquée n'est pas vue d'un très bon œil, et le professeur qui s'y adonne pourrait être accusé d'être à la solde des gens d'affaires ou d'être un consultant en management déguisé en professeur.

Alors qu'ils travaillent avec ardeur à l'élaboration de cadres conceptuels qui démontrent leur maîtrise des principaux courants théoriques en sociologie ou en économie, les chercheurs en sciences de la gestion s'intéressent souvent à des questions auxquelles les gestionnaires ont apporté des réponses depuis longtemps. Ces questions ne semblent être qu'un prétexte pour recueillir un grand nombre de données empiriques en vue d'effectuer des analyses statistiques sophistiquées dont les résultats permettront aux chercheurs d'occuper quelques pages dans les revues scientifiques les mieux cotées et de gagner le respect de leurs pairs. Cependant, peu de praticiens lisent les revues scientifiques du domaine de la gestion. Par conséquent, en voulant devenir des facultés dignes de ce nom, les écoles de gestion ont peu à peu cessé de contribuer à la compréhens-

tion et à l'amélioration de l'exercice de la profession qui les concerne.

Est-il possible de réduire le fossé entre recherche, enseignement et pratique de la gestion? Nous pensons que le rapprochement se fera si la recherche fondamentale ne visant qu'à comprendre et à décrire des phénomènes organisationnels cesse d'occuper autant de place dans les écoles de gestion. On devrait laisser cet exercice à la psychologie, à la sociologie et à l'économie, de la même façon que la recherche fondamentale dans le domaine de la santé est effectuée par les facultés de sciences et non par les écoles de médecine.

De plus, tout comme les professeurs de médecine voient leur charge d'enseignement modulée afin de leur permettre d'allouer du temps à la pratique, les professeurs d'administration des affaires qui le désirent devraient pouvoir partager leur temps entre l'enseignement et la pratique de la gestion ou profiter d'un congé sabbatique pour occuper un poste de gestionnaire. [...]

En somme, toute mesure améliorant l'interaction entre les professeurs et les organisations favorisera l'élaboration d'un programme de recherche qui aura davantage de valeur aux yeux du monde des affaires. Et ce monde regorge de problèmes criants sur lesquels les professeurs-chercheurs en administration des affaires devraient se pencher. Les événements ayant fait la une récemment, comme la condamnation de Conrad Black ou le traitement des animaux par les producteurs de foie gras, illustrent combien la gouvernance, l'éthique des affaires et la responsabilité sociale sont des thèmes porteurs au sujet desquels les entreprises ne demandent pas mieux que d'être éclairées. En se concentrant sur des questions qui préoccupent les entreprises, les écoles de gestion accroîtront la probabilité de voir le secteur privé accepter de financer leurs recherches. À l'heure de la crise financière que vivent les universités québécoises, c'est sans doute une bonne idée.

L'interaction favorisera les programmes de recherche qui auront plus de valeur aux yeux du monde des affaires

La soif de mère Teresa

JACQUES GAUTHIER

Auteur de *J'ai soif* - De la parole Thérèse à mère Teresa, éditions Parole et Silence

Ily a dix ans, le 5 septembre 1997, mère Teresa s'éteignait paisiblement, à l'âge de 87 ans, dans sa maison de Missionnaires de la Charité de Calcutta. Jacques Chirac avait bien résumé la réaction générale: «*Ce soir, il y a dans le monde moins d'amour, moins de compassion, moins de lumière*».

Récemment, on rapportait dans les médias la parution prochaine d'une partie de la correspondance de mère Teresa, où elle évoque sa nuit de la foi, ses doutes de l'existence de Dieu, son combat spirituel. Faut-il s'en étonner? Comme tous les croyants de la nuit et les mystiques de l'amour, elle communiait à la soif de Jésus, dont le cri nous rejoint encore aujourd'hui: «*Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné?*»

Le romancier Georges Bernanos écrivait que «*la foi, c'est 24 heures de doute moins une minute d'espérance*». Mère Teresa aura vécu pendant des décennies une nuit de la foi qui se manifesta par le sentiment de la perte de Dieu, l'aridité dans l'oraison, la sécheresse spirituelle. Elle sera ainsi solidaire de son siècle marqué par l'incroyance. La minute d'es-

perance qui remplissait ses journées aura été d'éteindre la soif de Jésus en partageant un peu son agonie et son cri sur la croix.

«*I thirst: 'J'ai soif'*» Ce cri de Jésus est écrit sur les murs des centaines de chapelles des Missionnaires de la Charité à travers le monde. C'est le cœur de la spiritualité de mère Teresa et la raison d'être de la congrégation. Elle le dit clairement dans son émouvant *Testament spirituel*: «*Pour moi, il est très clair que tout chez les Missionnaires de la Charité vise uniquement à éteindre la soif de Jésus*».

Les moyens seront aussi clairs que le but. Elle éteindra d'abord la soif de Jésus en se laissant aimer par lui dans l'oraison silencieuse qui «*dilate le cœur jusqu'à ce que celui-ci puisse recevoir le don de Dieu qui est Lui-même*». Elle éteindra aussi la soif de Jésus en le touchant dans ceux et celles qui sont affamés, malades, nus, prisonniers, étrangers. Elle reliait ainsi le «*J'ai soif*» à cette autre parole de Jésus: «*Chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces petits qui sont mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait*» (Matthieu 25, 40).

Cette femme toute petite (1 m 52), Prix Nobel de la paix, fut béatifiée à Rome par Jean-Paul II le 19 octobre 2003 devant plus de 300 000 personnes. Je n'oublierai jamais cette assemblée joyeuse et recueillie de gens de toutes les nations, langues, races



ARCHIVES REUTERS

L'Inde aura donné au monde deux armes plus puissantes que les bombes: le Mahatma Gandhi et mère Teresa.

et religions, symbole d'une réalité à venir, peut-être. L'Inde aura donné au monde deux armes plus puissantes que les bombes: le Mahatma Gandhi et mère Teresa. Deux êtres fragiles qui, chacun à leur manière, soulevèrent le monde grâce au levier de la paix. La joie du don fut leur unique point d'appui.



Denise Bombardier

Accommodements dans la confusion

Gérard Bouchard nous a démontré qu'il est encore plus naïf qu'intellectuel, ce qui n'est pas peu dire. Il s'est fait prendre au piège médiatique de la pire des façons. Soyons clairs: il n'a pas dit que ceux qui écoutent TVA, TQS et, «*dans le meilleur des cas*, Le Téléjournal» (celui de Radio-Canada) sont tous des crétiens. Il croit cependant que la population n'a pas reçu de la part des intellectuels, qu'il critique d'ailleurs, des arguments pour la convaincre des bienfaits de la diversité culturelle. Comment, s'interroge-t-il, pourra-t-il alors «*déconstruire*» les discours simplistes que véhiculent les médias?

Eh bien, tentons maintenant de «*déconstruire*» le discours de M. Bouchard. Ce qu'il a l'air de penser, c'est que l'argumentaire intellectuel est indigent dans ce domaine et que, s'il ne l'était pas, tout le monde serait favorable à la diversité culturelle. Question: et si ce n'était pas aussi simple que ça? Et si on ne trouvait pas d'arguments parce que cette diversité culturelle recouvre le meilleur et potentiellement le pire et que personne ne réussit à tracer clairement les frontières?

Ces accommodements raisonnables, que la population associe maintenant à l'immigration et rejette en bloc, ce ne sont certainement pas l'aménagement de toilettes pour handicapés ou de rampes d'accès pour les fauteuils roulants. Ce sont plutôt ceux exigés par les fondamentalistes religieux, islamistes au premier chef et juifs orthodoxes qui, profitant de la tonitruance des premiers, surfent désormais sur les acquis de ceux-ci.

À force de ne pas vouloir ostraciser les musulmans en général, on est en train de faire déraiper une majorité de Québécois. Ces derniers, cela semble clair, ne tolèrent pas les revendications qui découlent d'une religion qui discrimine fondamentalement les femmes. Les Québécois, M. Bouchard trouvera peut-être cela primaire, n'aiment pas voir des femmes couvertes de la tête aux pieds, parfois visage compris, marcher derrière un homme en pantalon de toile légère et t-shirt et qui refuse à l'hôpital qu'un médecin homme examine sa femme.

Les Québécois qui découvrent depuis quelques années ces femmes voilées sont portés à croire que l'immigration nouvelle, c'est cela même, et ils s'inquiètent pour l'avenir. D'autant plus qu'à la télévision, ils assistent impuissants chaque soir aux tueries de terroristes qui proclament que l'Allah de ceux qui les croisent chez eux est bon et qu'il faut tuer pour lui. Ce ne sont ni les Costariciens, ni les Haïtiens, ni les Chinois qui immigreront qui leur posent problème. Dire cela est politiquement incorrect, mais on voit bien où l'autocensure est en train de nous entraîner.

Il existe une évidence brutale. Sans l'immigration, le Québec ne survivra pas. Mais à quel prix voulons-nous qu'il survive? Nous avons eu la naïveté — et, en ce sens, M. Bouchard est un «*vrai*» Québécois — de croire que quiconque parle le français est un immigré désirable pour nous. Selon cette logique, on pourrait accueillir tous les talibans francophones et tous les musulmans polygames d'expression française, qui peupleraient ensuite le Québec sans sourcil. Absurde, dirait-on. Mais il arrive que le raisonnement par l'absurde éclaire aussi le débat.

Il faut développer d'urgence une pédagogie pour dissocier l'immigration du discours sur les accommodements. Un pays a le droit de choisir ses immigrants selon ses valeurs propres, mais il a aussi le devoir de faciliter leur intégration par diverses mesures. Si les intégristes religieux sont bruyamment revendicateurs ici, c'est à cause d'une mollesse sociale et d'une confusion dans la définition de nous-mêmes comme peuple. Nous sommes préoccupés par les accommodements parce que nous sommes bien embêtés d'en définir pour nous-mêmes.

Cette diversité jamais définie se confond alors avec le multiculturalisme canadien, dont le pouvoir désintégrateur est indéniable. La semaine dernière, en confondant accommodements raisonnables et immigration, Mario Dumont a dérapé sur un terrain plus que dangereux, sans issue à long terme. Entre un discours perçu comme un dénigrement du peuple et une démagogie sur le dos des immigrants toutes catégories, le débat est terriblement dénaturé.

La fonction de l'intellectuel est fondamentale dans la société, mais que dire des interventions maladroites de Gérard Bouchard? Il laisse entendre que si les gens étaient plus instruits (pour ne pas dire moins ignorants), ils seraient plus ouverts à la diversité culturelle (jamais définie à ce jour) et plus tolérants. Or tout cela est faux. Faut-il rappeler le rôle des intellectuels dans l'élaboration des théories qui ont dévasté le XX^e siècle, le stalinisme et le nazisme, avec leurs centaines de millions de victimes? Faut-il signaler que certains enseignent encore dans des universités le négativisme historique à propos des camps nazis et que les dirigeants des Khmers rouges qui ont tué des millions de Cambodgiens avaient été éduqués dans les universités françaises?

De même que l'insécurité personnelle entrave la clairvoyance et provoque la méfiance, l'insécurité collective entraîne la confusion. Le rôle de l'intellectuel est alors de rassurer après avoir écouté. C'est à ce prix que la mission Bouchard-Taylor s'acquittera... raisonnablement de sa tâche.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com), mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folle-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet); Laurence Clavel (pupitre), Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (pupitre); Louise-Maude Roux Soucy (Santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Pécourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (directeur); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographe); à l'information culturelle: Michel Bégin (théâtre et cinéma Culture); Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); Isabelle Paré (culture); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti (communis à la rédaction); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Patrick Cossette (Québec), Monique Bhérr (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Martine Filion, Isabelle Sanchez, Nadia Sebat, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Pilon, Yannick Morin, Nathalie Zermatis, Olivier Zaida. SERVICES INFORMATIQUES Yanick Parry (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur) Nicole Carmel (responsable des services informatiques), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevier, Monique Proteau, Danielle Ross.

LE DEVOIR

FAIS CE QUE DOIS

MONTREAL, MARDI, 20 AOÛT 1968

VOL. LIX - NO 195

MÉTÉOROLOGIE Généralement nuageux. Averses locales. Max. 80 	FÊTE DU JOUR Saint Bernard F. Pilon Inc. Fournitures de bureau
--	--

21 août 1968

Invasion de la Tchécoslovaquie

● Des troupes russes, polonaises, hongroises, bulgares et est-allemandes franchissent la frontière tchèque

PRAGUE (Associated Press) — La radio de Prague a annoncé mercredi matin que des troupes de l'Union soviétique, de la Pologne, de l'Allemagne de l'Est, de la Bulgarie et de la Hongrie ont franchi la frontière tchécoslovaque vers 11 heures, mardi soir. Radio-Prague précise que ni le président de la république, ni le président de l'Assemblée nationale, ni le premier secrétaire du parti communiste de Tchécoslovaquie n'ont été prévenus de ce mouvement. [...]

L'émission de Radio-Prague, diffusée à 2 heures, mercredi matin, ajoute que l'Assemblée nationale et le comité central du parti ont aussitôt été convoqués pour aviser. A cette heure-là, en pleine

nuite, le peuple de Prague dormait et seuls les travailleurs de nuit ont appris la nouvelle. [...]

A Ottawa, M. Mitchell Sharp, ministre des affaires extérieures, a déclaré que l'entrée des troupes soviétiques, est-allemandes et polonaises en territoire tchécoslovaque pourrait stopper tout progrès vers la détente Est-Ouest, mais que la paix ne semble pas immédiatement menacée.

Le ministre a ajouté qu'il n'y avait pour l'heure rien à faire et peu à craindre quant au danger d'hostilités. Le ministre a-t-il dit, recueille les informations et une revue de la situation sera faite ce matin. Au besoin, le cabinet se réunira. [...]



Des troupes de l'Union soviétique, de la Pologne, de l'Allemagne de l'Est, de la Bulgarie et de la Hongrie ont franchi la frontière tchécoslovaque vers 11 heures, mardi soir.

AGENCE FRANCE-PRESSE

22 août 1968

La version soviétique de la doctrine Monroe

par Jean-Marc Léger

Autant une réaction de surprise peut être compréhensible, autant est étonnante une réaction de stupeur chez certains devant l'intervention des troupes du «pacte de Varsovie» en Tchécoslovaquie la nuit dernière. Il fallait vraiment ne tenir aucun compte de la logique inexorable des zones d'influence pour s'imaginer que l'Union soviétique allait se résigner au détachement progressif d'un allié pour elle aussi indispensable, d'une portion aussi nécessaire de son empire idéologique, que la Tchécoslovaquie. [...]

Crainte partiellement fondée

L'attitude de l'opinion majoritaire des Tchèques, l'accueil enthousiaste réservé à Tito puis à Ceausescu avec leurs évidentes tonalités antisoviétiques, le ton de plus grande partie de la presse tchèque, ainsi que l'attitude de l'intelligentsia tchécoslovaque allaient finir de convaincre le Kremlin qu'il n'y avait rien à faire avec le régime actuel de Prague. [...] Dès lors, la certitude était acquise à Moscou que la Tchécoslovaquie se dirigeait tout droit et rapidement vers la «désocialisation», l'abandon du camp socialiste et l'instauration progressive d'un régime social-démocrate de plus en plus ouvert à l'Ouest, jusqu'au moment où il passerait à une attitude de neutralité bienveillante, voire à l'association économique puis politique avec l'Ouest.

[...] Le temps était venu de faire un exemple et de marquer la limite à ne pas franchir: à tra-

vers la Tchécoslovaquie, ce sont tous les partis possibles d'un éventuel «nouveau cours» qui recevoient un avertissement.

Une réaction de puissance dominante

Bref, c'est l'heure de vérité qui a sonné. [...]

Pour le Kremlin, Prague était devenu le cas-test: jusqu'où peut-on aller trop loin? La Tchécoslovaquie représente un élément décisif dans le dispositif tant politique et militaire qu'économique de l'Union soviétique. Mais il n'y a pas que la situation stratégique et les ressources du pays, il y a tout autant la valeur d'exemple que revêtait son tranquille défi à l'U.R.S.S. Le tolérer, s'y résigner, c'était encourager partout dans le monde socialiste la montée des forces anti-soviétiques. Confirmer la vigueur et l'autorité de l'U.R.S.S., consolider le camp socialiste (qui tend à se rétrécir comme peau de chagrin), stopper une dangereuse dégradation: voilà qui valait bien qu'on braquât définitivement la Roumanie (déjà considérée comme perdue) et qu'on risquât d'ébranler le mouvement communiste international. Il n'y a pas à s'y tromper: ce n'est pas l'Union soviétique, patrie du socialisme et capitale de la révolution mondiale qui vient de réagir violemment, c'est l'Union soviétique grande puissance, résolue à maintenir ses positions fondamentales à tout prix. Et en cela, elle peut être assurée de la compréhension officielle de Washington qui n'a nulle envie de remettre en question le pacte implicite de co-protectorat planétaire.

23 août 1968

Germaine Guèvremont est morte

Germaine Guèvremont vient de mourir. Par une sorte de coquetterie, elle n'avait jamais voulu avouer son âge, mais on peut néanmoins dire qu'elle est née vers 1893, à Saint-Jérôme, d'un père avocat, un Grignon, oncle de Claude-Henri Grignon. A vingt ans, Germaine Guèvremont ne songeait pas encore à faire une carrière littéraire. Au cours d'une visite à Ottawa, elle rencontre Hyacinthe Guèvremont, qu'elle épouse en 1916. Ils vivent à Ottawa, puis se fixent à Sorel, où les îles finissent par l'enchanter et lui tenir lieu de patrie.

De son mariage, elle a cinq enfants dont l'un meurt en bas âge. Pour s'en consoler, elle se met au travail. Elle fait un peu tout au «Courrier» de Sorel. Mais en 1935, les voilà à Montréal. Elle croit alors que le temps de l'écriture est fini. Mme Gaudet-Smet, qui avait fondé une revue, «Paysana», l'invite à écrire des contes paysans, plus tard rassemblés sous le titre d'«En pleine terre», (1942), ébauche des oeuvres qui allaient suivre, brouillon du «Survenant» et de «Marie Didace». C'est Alfred Desrochers qui l'incita d'ailleurs à écrire un roman, et ce fut le «Survenant», publié en 1945, accueilli sans enthousiasme par la critique mais couronné cependant par le Prix Duvernay. Plon en fit une édition française. En 1947, elle publiait son troisième livre, Marie-Di-

dace, qui est aussi son dernier, si l'on exclut les inédits à paraître, dont un livre de souvenirs, «Un goût de miel».

Elle devait par la suite consacrer plusieurs années à la rédaction d'une adaptation télévisée du «Survenant», qui fut l'une des séries les plus appréciées sur les ondes de Radio-Canada. Germaine Guèvremont vivait à Montréal, menant la double vie d'écrivain et de femme du monde. Car elle participait à bien des activités, celles de l'Académie canadienne-française et de la Société Royale, pour ne prendre que ces deux exemples. Elle ne vivait pas seule, mais avec sa fille, et dans l'amitié de ceux qui se laissaient charmer par sa gentillesse, son sourire charmant, son humour fin et doux.

Les prix et les récompenses ne l'avaient pas raidie d'orgueil. Elle alliait à une grande simplicité une grande curiosité pour tout ce qui n'était pas elle-même. On se souvient qu'elle avait remporté le Prix du Gouverneur général en 1951 et qu'au début de l'été, dans la série «Provinces» présentée par le canal 2, on avait vu d'elle «L'adieu aux îles». Elle ne devait plus y retourner jamais, à moins que les âmes puissent, une fois délivrées de leur corps, circuler dans le temps et l'espace.

A. M.

Recherche et adaptation: Pierre Rousseau

22 août 1968

Svoboda et Dubcek emprisonnés?

Tout l'effort des dirigeants tchécoslovaques dans la première journée de l'occupation-surprise par les forces militaires des «nations soeurs» a porté sur deux plans: 1) face aux occupants et surtout face à Moscou et à ses alliés, maintenir sa cohésion, faire preuve de sang-froid et de fermeté, préserver un minimum de moyens de fonctionnement et s'appuyer sur l'opinion internationale; 2) pour éviter une hécatombe, multiplier les consignes de calme envers les civils et rappeler simplement à l'armée qu'elle n'a pas d'ordres à recevoir d'autres autorités que le gouvernement légal du pays.

L'unité dont le gouvernement a fait preuve jusqu'à présent, la solidarité que lui ont manifesté l'Assemblée nationale et le comité central du P.C. constituent évidemment une importante victoire morale. Mais d'autre part, l'absence persistante des principaux leaders, MM. Dubcek, Cernik et Svoboda peut avoir raison à la longue de la résistance des autres dirigeants soumis à d'énormes pressions. Selon des rumeurs persistantes, le président de la République, le général Svoboda aurait été arrêté, cependant que M. Dubcek et plusieurs de ses collaborateurs auraient été emmenés par des officiers soviétiques vers une destination inconnue. (Il se trouve même des milieux pour craindre pour la vie de M. Dubcek).

L'attitude de l'immense majorité de la population représente aussi un atout politique d'importance pour le régime de Prague: pratiquement dans son ensemble la résistance passive (encore qu'en plusieurs endroits, on déplore des incidents sanglants), cette population a clairement manifesté son indignation et son hostilité envers les occupants.

Ce soutien populaire massif a permis au gouvernement et à l'Assemblée d'adresser aux cinq puissances occupantes un véritable ultimatum d'avoir à quitter le pays sans délai. [...]

«Nous exigeons le départ immédiat des troupes d'occupation et le respect de notre souveraineté, la mise en liberté des dirigeants tchécoslovaques. Nous demandons aux gouvernements des cinq pays socialistes de donner l'ordre d'arrêter les actes armés contre notre pays.

«Nous demandons la convocation de la session plénière de l'Assemblée devant laquelle le gouvernement au complet présentera ses propositions pour la solution de la situation existante. [...]

«Il est encore dans notre pouvoir de terminer, avec l'aide du peuple, la grande oeuvre entamée en janvier, sans effusion de sang, conclut la déclaration gouvernementale. [...]

Dans un court tableau sur la «tragédie» tchécoslovaque, Radio-Prague a dit en effet: «Le monde parle de crise, c'est une tragédie: quand des garçons de vingt ans arrêtent un homme qui était le chef de l'armée tchécoslovaque (le général Svoboda), quand la radio tchécoslovaque se cache dans une maison privée, espérant qu'un venu n'est pas parmi les voisins, quand un organisme suprême du parti communiste convoque sa réunion dans une gare d'autobus.

Nous pensions avoir bu jusqu'à la lie la coupe des déceptions, celle d'aujourd'hui est la plus amère, car elle nous vient de nos plus proches amis», a ajouté Radio-Prague.

Protestations et ultimatum

Le gouvernement s'est réuni en session extraordinaire en l'absence du président et des vice-présidents du Conseil «qu'il est actuellement impossible de toucher», déclare Radio-Prague. [...]

A l'issue de cette réunion, le gouvernement a diffusé la déclaration suivante: «Pour la première fois dans l'histoire du mouvement communiste, on assiste à une agression contre un Etat dirigé par un parti communiste, agression perpétrée par les armées alliées des pays socialistes. [...]

20 août 1968

Le club de baseball de Montréal ouvre ses quartiers et vend ses billets de saison

Le Club de baseball de Montréal, dans la ligue Nationale, a ouvert ses bureaux hier, à l'hôtel Windsor, dans la métropole.

Le club de baseball majeur de Montréal a déjà reçu d'innombrables appels téléphoniques, surtout au sujet des billets de saison.

Bien que l'équipe ne dispose

pas encore de plan précis relativement à la disposition des sièges au futur stade du parc Jarry, où elle présentera ses matches locaux, toutes les demandes sont acceptées.

Le gérant général de l'équipe, M. Jim Fanning, a déclaré: «Nous sommes néanmoins en mesure d'accepter ces demandes et d'as-

surer aux amateurs de baseball des places réservées dans le secteur qu'ils désirent.» [...]

Par ailleurs, les dépisteurs de l'équipe se verront confier des tâches bien spécifiques en vue de la très importante séance de repêchage d'octobre prochain, au cours de laquelle le club de Montréal choisira 30 joueurs. [...]

Avertissement solennel à l'URSS

Le gouvernement tchécoslovaque déclare que ni lui-même, ni aucun des organismes constitutionnels de ce pays n'ont donné leur accord à l'invasion et à l'occupation de la Tchécoslovaquie.

L'occupation de la Tchécoslovaquie est en désaccord flagrant avec la charte de l'ONU, avec les accords de Varsovie et avec les principes fondamentaux du droit international.

L'action collective de cinq Etats a porté atteinte à l'indépendance de la République tchécoslovaque et son intégrité a été violée d'une façon inouïe.

Le gouvernement tchécoslovaque proteste de la façon la plus énergique contre cet acte et demande au gouvernement de l'URSS au nom de tout le peuple tchécoslovaque, au nom de la paix et de la collaboration internationale que cette occupation cesse immédiatement et que toutes les troupes soient évacuées. [...]

Le gouvernement tchécoslovaque se réserve le droit de prendre les mesures nécessaires dans le cas où sa demande de cesser immédiatement l'occupation de la Tchécoslovaquie ne serait pas acceptée.

65 danseurs, chanteurs et musiciens

LE SPECTACLE LE PLUS ENTRAÎNANT AU CANADA

Les

feux-follets

Expo-Théâtre

Du 12 au 31 août

(Relâche le dimanche)

Matinées les samedis à 14h30

(Le visa n'est pas nécessaire)

Billets offerts à

moitié prix aux magasins

Morgan: Centre-Ville, Dorval,

Rockland et Boulevard

\$2.00 et \$2.25

Au guichet de l'Expo-Théâtre

\$4.00 et \$4.50 (866-3726)